SADC Barometer
Édition 7 • Décembre 2004
Publié par l'Institut Sud-Africain des Affaires Internationales avec un financement de la NORAD

ATTEINDRE LES ODM

Si l'Afrique doit être l'instigatrice d'une renaissance, le défi primordial pour les états sera la suppression de la pauvreté. Comme le dit Robert Gilpin, 'Le désir profond de la majorité de la race humaine pour échapper à sa pauvreté fragilisante et rejoindre le monde développé est une caractéristique déterminante de la politique internationale.' L'échappatoire à la prison de la pauvreté pourrait tout simplement reposer au sein des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM), leur réalisation au travers du développement économique régional et de la collaboration entre l'état et la société civile. Cette édition jette un coup d'œil sur les ODM relatifs à la SADC.

La SADC met surtout l'accent sur les ODM qui se reflètent dans le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional (PDSIR), qui comprend la nécessité absolue d'aligner l'ordre du jour de la SADC sur les ODM.

Le but du PDSIR, approuvé par les Chefs d'États en 2003, lancé en Mars 2004 et étroitement lié au Nepad, est d'approfondir l'intégration régionale par le biais d'un programme complet de mesures sociales et économiques à long terme, ainsi que par l'apport d'une direction stratégique à la SADC et à ses membres. Les accords PDSIR de première priorité sont la suppression de la pauvreté (l'objectif principal de l'ordre du jour de l'intégration de la SADC) et il sert de véhicule par lequel la SADC peut réaliser les ODM. Le PDSIR sera mis en œuvre sur une période de 15 ans. Le Plan est révélateur par nature, traçant les grandes lignes des conditions nécessaires pour la SADC de réaliser ses objectifs d'intégration et de développement. Il n'est pas normatif et ne constitue pas non plus un plan d'exigence, mais fixe des cibles qui indiquent les étapes principales vers l'atteinte des objectifs convenus. Le PDSIR sera mis en oeuvre à un niveau national, avec le Secrétariat de la SADC jouant un rôle de coordination. Étant donné les restrictions de ressources humaines et financières du secrétariat de la SADC, la tâche sera colossale.

Les progrès socioéconomiques au sein de la SADC ont subi des hauts et des bas. Dans ce rapport annuel 2004, le secrétaire exécutif de la SADC, Prega Ramsamy, a déclaré que la croissance économique moyenne régionale annuelle avait stagné à 3,2% au cours des deux ans écoulés. Ramsamy a déclaré que 'si cette situation n'est pas inversée rapidement, il sera difficile d'envisager comment la SADC pourra atteindre ses ODM'. Dans le même temps, l'Organisation alimentaire et de l'agriculture (FOA) a rapporté une augmentation du nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en voie de développement et par conséquent mettant en danger les ODM. Pour que la région réalise les ODM, le RNB per capita devra croître à un taux moyen de 10% au cours des prochaines années — contrairement aux 6-7% considérés par le Secrétariat.

Contre les circonstances de la stagnation économique de la croissance (malgré les taux de croissance du Mozambique et de l'Afrique du Sud respectivement de 7% et 5.3%), que doivent faire les états de la SADC pour commencer à réaliser une croissance qui améliore le cadre de vie de la population et crée des emplois ? cela nécessitera des pays de reconnaître les secteurs dans lesquels ils peuvent avoir un avantage compétitif et où des directives d'intervention bien pensées et mises en œuvre peuvent obtenir le plus grand impact. Il n'est rien qui aide plus à galvaniser les pays que la réalisation de leurs objectifs de premier plan. La liste souhaitée n'a pas besoin d'être expansive, ni être la même dans chaque pays. L'accès aux ressources restreintes nécessite une allocation soigneusement répartie, ainsi que des résultats que l'on peut mesurer.

En outre, une consultation régulière entre les membres de la SADC, le secrétariat, la société civile et les institutions des bailleurs de fonds doit avoir lieu pour la mise à exécution sans perdre l'élan de démarrage. Ces consultations doivent aller de concert avec les estimations régulières de la progression dans la réalisation des objectifs. Cela peut se faire au cours de conférences régionales et d'ateliers. L'engagement continu des Nations Unies, comme conservateur des ODM, sera également d'importance vitale. La responsabilité en incombe grandement aux états membres de la SADC pour se rallier au PDSIR, l'harmoniser avec leur plan de développement national et collaborer avec les acteurs de la société civile pour la germination croisée d'idées sur la réalisation des objectifs établis dans les ODM.

La mise à exécution de nombreuses des stratégies pour atteindre les cibles du PDSIR a commencé en 2004. Il est par conséquent trop tôt pour évaluer ses progrès. Cependant, il se peut que réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2015 n'est pas possible ; toutefois, cela ne veut pas dire que l'opération est vouée à l'échec, ni que les états ne devraient pas accélérer la mise en œuvre des priorités principales de façon à commencer à accomplir des progrès en soulageant la pauvreté et en renforçant leurs économies.

Richard Meissner

TABLE DES MAIÈRES

Traiter la pauvreté à l'échelle Mondiale 2
Réaliser les objectifs de développement du Millénaire au sein de la SADC 5
SADC et ODM: La Dimension Commerciale..... 11

Numéro ISSN: 1728-063X
Éditeur: Richard Meissner
PO Box 31596, Braamfontein, 2017
South Africa
Tel: +27 (0)11 339 2021
Fax: +27 (0)11 339 2154
sadcbarometer@saiia.wits.ac.za
Les opinions exprimées sont celles des auteurs individuels et non pas de NORAD ou de SAIIA. Les auteurs individuels détiennent exclusivement les droits de reproduction des articles.
© South African Institute of International Affairs. Tous droits réservés.

SADC Barometer

Traiter la pauvreté à l'échelle Mondiale

En Septembre 2000, 191 pays ont adopté les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) — des cibles à atteindre pour supprimer la pauvreté et autres sources de dénuement humain, ainsi que la mise en avant du développement durable. Deux ans plus tard, lors de la conférence sur le financement pour le développement, tenue à Monterrey, au Mexique, les leaders des pays développés et en voie de développement ont conclu un pacte concernant les ODM, les faisant passer de simples engagements (promesses) à un accord officiel. Selon le pacte, les pays en voie de développement doivent améliorer leurs politiques intérieures et les structures de gouvernance, tout comme les pays développés doivent augmenter leur soutien, particulièrement en créant une brèche d'accès sur leurs marchés et en fournissant une aide meilleure et plus conséquente. La date ciblée pour la réalisation des ODM est 2015 — à peine plus d'une décennie d'ici.

La date cible pour les ODM est en 2015 — dans à peine une décennie.

L'élévation des engagements au statut de pacte représente un pas en avant décisif pour atteindre les ODM, car cela indique le sérieux du problème de la pauvreté mondiale et la nécessité de la supprimer. En Afrique, les ODM sont exprimés dans le Plan Stratégique de la Commission de l'Union Africaine, qui a été publié en Mai 2004 et soumis aux organismes politiques de l'Union Africaine (AU) en Juillet 2004. Ce plan déclare qu'il est indispensable pour l'Afrique de devenir plus concurrentielle dans l'économie mondiale, si l'on veut que le continent atteigne les objectifs sociaux et économiques définis par les ODM. Les obstacles sont, parmi d'autres, l'instabilité politique, la corruption et la difficulté de consolider la démocratie — des facteurs qui contribuent au piège de la pauvreté dans beaucoup de pays moins développés (PMD).

À Monterrey, l'Union Européenne s'est engagée à accroître l'aide officielle au développement (AOD) de 0,33% à 0,39% du revenu national brut (RNB) d'ici l'an 2006. Si cela se matérialise, l'aide de l'UE s'élèverait de $29 milliards à $39 milliards par an. Néanmoins, la distribution de cet engagement varie largement selon les états membres de l'UE ; et seulement quatre pays de l'UE (Danemark, Luxembourg, la Hollande et la Suède) ont jusqu'à présent atteint la plus forte AOD de 0,7% par cible RNB instaurée par les Nations Unies. Il devrait par conséquent y avoir un plus fort engagement de la part du reste de l'UE pour augmenter, à la fois en qualité et en quantité, l'AOD en Afrique. Mais bien que la moitié de la population du continent vit dans une extrême pauvreté, aucun pays Africain subsaharien ne se trouve parmi les dix premiers bénéficiaires de l'aide de l'UE. L'organisation distribue plus d'AOD à ceux qu'il est convenu d'appeler les 'plus proches', comme par exemple le Maroc, l'Egypte et les états qui ont constitué l'ancienne Yougoslavie.

En Juin 2004, le Programme de Développement de l'Union Européenne et des Nations Unies (UNDP) a signé un accord de partenariat pour renforcer la capacité des deux organisations à apporter une aide efficace, de grande qualité, centrée sur les secteurs de la gouvernance, la prévention des conflits et la reconstruction postérieure aux conflits. Le Commissaire de l'Union européenne pour le développement et l'aide humanitaire, Poul Nielson, a déclaré à cette occasion que 'Si nous réussissons à forger des liens plus étroits, la qualité et l'efficacité de notre aide en sera améliorée pour le bénéfice du pauvre.' L'Administrateur du PNUD, Mark Brown, s'est concentré particulièrement sur les ODM : 'Comme pour le support de la Commission pour notre travail continu concernant la gouvernance démocratique, cet accord devrait également aider à rapprocher d'un échelon le monde communautaire vers la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire.' À la suite de cet accord, en Septembre 2004, la Commission Européenne et l'organisation alimentaire et de l'agriculture des Nations Unies (FAO) ont signé un accord de partenariat stratégique conçu pour renforcer leurs efforts conjoints afin de réduire la pauvreté, favoriser le développement de l'agriculture et combattre la faim dans les pays en voie de développement.

L'idéal de Paul Hewson (Bono) est de faire de la pauvreté en Afrique un fait du passé.

L'un des plus importants défis concernant la réalisation des ODM est que la coopération entre les pays riches et les pays pauvres ne doit pas se transformer en un ballet de promesses rompues. Ils devraient s'en tenir à leurs engagements concernant les ODM, puisque c'est de ces engagements que dépendent leurs réalisations. En 2004, Kofi Annan déclarait que: 'L'engagement des Gouvernements, individuellement et collectivement, envers les Objectifs de Développement du Millénaire, ainsi que leur intégration dans des stratégies de développement nationales et internationales, les lignes de conduite et les actions, devraient aboutir à des résultats de développement améliorés.'

De toutes les façons, ce n'est pas seulement les gouvernements et les organisations internationales qui ont la responsabilité de réaliser les ODM. Les professions économiques et la société civile devront également y mettre leur poids. Mohan Kaul, directeur du conseil économique du Commonwealth, déclare que les pays en développement ont peu de chances de réaliser les ODM, à moins que le monde des affaires ne joue un rôle plus actif dans leurs économies. Le conseil comprend un certain nombre de grandes sociétés ayant des investissements dans le Commonwealth, telles que Anglo-American, Unilever, SABMiller et Hewlett-Packard. Le support pour le nouveau partenariat pour le développement en Afrique (Nepad) et la mise à jour de nouvelles idées pour l'implication

Les ODM

Objectif 1:	**Supprimer l'extrême pauvreté et la faim.**
Cible 1:	Diminuer de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes dont le revenu est inférieur à $1 par jour.
Cible 2:	Diminuer de moitié, entre 1990 et 2015, les proportions de personnes qui souffrent de la faim.
Obejectif 2:	**Réaliser l'éducation primaire universelle.**
Cible 3:	S'assurer que, d'ici à 2015, les enfants de toutes parts, garçons et filles sans distinction, seront aptes à terminer des études complètes d'éducation primaire.
Objectif 3:	**Favoriser l'égalité des sexes et octroyer des moyens d'agir aux femmes.**
Cible 4:	Supprimer l'inégalité des sexes dans l'éducation primaire et secondaire de préférence avant 2005 et à tous les niveaux d'éducation au plus tard 2015.
Objectif 4:	**Réduire la mortalité infantile.**
Cible 5:	Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité avant l'âge de cinq ans.
Objectif 5:	**Améliorer les soins maternels.**
Cible 6:	Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, les pourcentages de mortalité maternelle.
Objectif 6:	**Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies.**
Cible 7:	Avoir enrayé d'ici à 2015 et commencé à inverser la propagation du VIH/SIDA.
Cible 8:	Avoir enrayé d'ici à 2015 et commencé à inverser l'incidence du paludisme etautres maladies importantes.
Objectif 7:	**Assurer la durabilité environnementale.**
Cible 9:	Intégrer les principes de développement durable dans les politiques et les programmes des pays et inverser la perte des ressources environnementales.
Cible 10:	Diminuer de moitié, d'ici à 2015, la proportion des personnes sans accès durable à l'eau potable et aux installations sanitaires élémentaires.
Cible 11:	Avoir réalisé, d'ici à 2020, une amélioration importante dans le mode de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis.
Objectif 8:	**Développer un partenariat mondial pour le développement.**
Cible 12:	Développer un système commercial et financier plus ouvert et élaboré, basé sur l'autorité, prévisible, non discriminatoire (comprend un engagement à la bonne gouvernance, au développement et à la réduction de la pauvreté — à la fois à l'échelon national et international).
Cible 13:	Prendre en mains les besoins spécifiques des pays les moins développés (incluant le libre accès aux tarifs et quotas pour les exportations, un programme amélioré de la dette pour le PPTE et la suppression de la dette officielle bilatérale ainsi qu'une AOD plus généreuse pour les pays engagés dans la réduction de la pauvreté).
Cible 14:	Prendre en mains les besoins spécifiques des pays enclavés et des petites îles des états en développement (au travers du programme d'action pour le Développement Durable des petites îles des États en développement et conformément aux dispositions de la 22ème Assemblée Générale).
Cible 15:	S'attaquer de façon complète aux problèmes de la dette des pays en développement par le biais de mesures nationales et internationales de façon à rendre la dette durable au long terme.
Cible 16:	En coopération avec les pays en développement, développer et mettre en œuvre des stratégies d'accès à un travail décent, productif pour la jeunesse.
Cible 17:	En coopération avec les sociétés pharmaceutiques, pourvoir l'accès aux médicaments essentiels, abordables, dans les pays en développement.
Cible 18:	En coopération avec le secteur privé, rendre disponible les avantages des nouvelles technologies, spécialement les informations et les communications.

SADC details de contact:
Private Bag 0095
Gaborone, Botswana
Tel: +267 3951863
Fax: +267 3972848
/581070
Web site: www.sadc.int
E-mail: registry@sadc.int

des petits commerces en Afrique devraient représenter les objectifs principaux des relations entre l'économie et le gouvernement.

Les ODM sont également une occasion pour les groupes de sensibilisation et les citoyens ordinaires dans les pays riches et pays pauvres pour évaluer les progrès réalisés en relation avec la clarification des objectifs, les limites et les points de référence, pour ainsi aider à la réalisation des ODM. Par exemple, Paul Hewson (Bono), présentateur à U2 et fondateur du groupe d'intérêts anti-pauvreté, Data (Debt, Aids, Trade, Africa), a lancé récemment un appel au Premier Ministre Britannique Tony Blair pour 'doubler l'aide' à l'Afrique pour 'faire de la pauvreté un fait du passé'. La pression pour réaliser les ODM, de quelque source qu'elle soit, semble porter ses fruits. Par exemple, le Président des États-Unis George W Bush a annoncé le Millénaire Challenge Account (MCA) ou ''compte de défi du millénaire'' (CDM) avant la conférence de Monterrey pour accentuer les ressources qui permettront de réaliser les ODM et récompenser des décisions politiques saines qui apportent leur support à la croissance économique et réduisent la pauvreté.

Entre 2004 et 2006, le CDM recevra environ $10 milliards en financement AOD ($1,7 milliards en 2004, $3,3 milliards en 2005 et $5 milliards en 2006). Toutefois, pour l'année financière 2004, le congrès a autorisé $1 milliard pour financer le CDM (un manque à gagner de $700 millions).

Néanmoins, un certain nombre de défis et de développements de la scène internationale menacent l'accomplissement des ODM. Ceux-ci comprennent la situation actuelle en Iraq ; la déclaration de guerre US 'contre la terreur' après les attaques du 9/11 2001 ; la violation des droits humains dans la région de Darfur au Soudan ; et la pandémie du VIH/SIDA. À l'exception du VIH/SIDA, les autres évènements peuvent sembler n'avoir aucune relation directe avec les ODM, mais en fait, ils divertissent l'attention internationale — et les maigres ressources — hors de portée des problèmes que les ODM sont destinés à résoudre.

En ce qui concerne le VIH/SIDA, la pandémie frappe au cœur du facteur le plus capital dans la réalisation des ODM — les ressources humaines. Arrêter sa propagation doit être le point focal des

(suite p.4)

OBJECTIF 1: SUPPRIMER L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM
Cible 1: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de gens dont le revenu est inférieur à $1 par jour
Cible 2: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, les proportions de gens qui souffrent de la faim

Pays	Total de la population en millions (2001)	Population vivant avec moins de US$1 par jour (%) (1990-2001)	Population totale vivant avec moins de US$1 par jour en millions (2001)[a]	Personnes sous-alimentées (en % de la population) (1998-2000)	Nombre total de gens sous alimentés en millions (2002)[b]
Afrique du Sud	44.40	<2.0	<0.88	n/a	n/a
Angola	12.80	n/a	n/a	50.0	60.40
Botswana	1.70	23,5	0.39	25.0	0.42
RDC	49.80	n/a	n/a	73.0	36.35
Lesotho	1.80	43.1	0.78	26.0	0.47
Madagascar*	16.40	49.1	8.05	40.0	6.56
Malawi	11.60	41.7	4.83	33.0	3.82
Maurice	1.20	n/a	n/a	5.0	0.06
Mozambique	18.20	37.9	6.89	55.0	10.01
Namibie	1.90	34.9	0.66	9.0	0.17
Swaziland	1.10	n/a	n/a	12.0	0.13
Tanzanie	35.60	19.9	7.08	47.0	16.73
Zambie	10.60	63.7	6.75	50.0	5.30
Zimbabwe	12.80	36.0	4.60	38.0	4.86
Moyenne des pays en développement	4,863.80	n/a	n/a	18.0	875.48
Moyenne de l'Afrique Subsaharienne	626.40	n/a	n/a	33.0	206.71

[a] Calculé en prenant le total de la population en millions et le pourcentage de la population vivant avec moins de US$1 par jour
[b] Calculé en prenant le total de la population en millions et le pourcentage de la population sous-alimentée
n/a Non disponible
Source: Rapport du Développement Humain, 2003
* Madagascar n'est pas encore un membre de la SADC, mais pourrait y être admis en 2005.

états en développement, car il ébranle leurs aptitudes à mettre en application les politiques développementales et la distribution des moyens socioéconomiques.

Quelle est l'utilité des points de repères tels que les ODM, étant donné qu'il est peu probable qu'ils seront atteints en 2015 ? D'un autre côté, ils aident à centrer les esprits à la fois au Nord et au Sud des zones les plus critiques pour la suppression de la pauvreté. D'un autre côté également, comme avec toutes les cibles qui semblent inatteignables dans le calendrier prévu, le danger est qu'elles peuvent devenir seulement des idéaux abstraits plutôt que des points de repères contre lesquels l'on peut mesurer les progrès véritables.

En clair, les cibles ont besoin d'être 'peuplées' par un contexte qui leur permet d'être réalisées. Dans ce sens, le mécanisme de révision de l'entourage africain (APRM) du Nepad est centré sur l'amélioration d'un contexte de gouvernance institutionnel plus large en Afrique pour aider à mettre à disposition des services socioéconomiques plus efficaces par les états — qui sont reliés à cibler l'aide au développement et la réduction de la dette. Dans ce contexte, les politiciens sont parfois les pires ennemis de leur pays. Selon Robert Guest, chroniqueur au New York Times, l'allègement de la dette n'aidera pas les pays les plus pauvrement gouvernés en Afrique, comme l'Angola et le Zimbabwe, à cause de leurs leaders qui, selon toute probabilité, dissiperont l'argent qui leur est accordé. Guest prétend que c'est l'une des raisons de la pauvreté des Africains : 'leurs leaders les tiennent de cette façon'.

En Septembre 2004, les leaders mondiaux se sont réunis à New York pour des sources novatrices de financement afin de soulager la réunion de la faim et de la pauvreté, pour paver la voie pour le sommet de l'an prochain devant évaluer les progrès concernant les ODM. Le but de cette réunion était de mobiliser la communauté internationale contre la pauvreté au plus haut niveau.

Néanmoins, la pauvreté ne fait pas de discrimination et ignore les frontières d'état. La contribution et l'engagement des leaders mondiaux sont d'importance vitale, comme le sont également la contribution et le support de la société civile (par exemple les ONG, les églises, les entreprises, etc.). La société civile possède l'aptitude de surpasser les frontières d'état et d'évoluer au-delà des pressions politiques à court terme.

Avec les ODM, les acteurs du monde étatisé et non étatisé ont promis leur engagement pour supprimer la pauvreté à l'échelle mondiale. Les causes et les défis de la pauvreté sont nombreux ; par exemple, les catastrophes naturelles et celles provoquées par l'homme.

Les plans pour réaliser les ODM dépendront des ressources humaines et financières des pays, ainsi que sur les réalisations individuelles et collectives. La valeur des ODM n'est pas de savoir s'ils seront tous atteints d'ici 2015, mais qu'ont-ils effectué jusqu'à présent pour encourager les pays à rechercher la quête de l'allègement de la pauvreté.

Richard Meissner

Réaliser les Objectifs de Développement du Millénaire au sein de la SADC

Avec à peine plus d'une décennie restante pour réaliser la cible générale de réduire de moitié la pauvreté d'ici à l'an 2015, il n'est pas surprenant qu'il existe une anxiété considérable de savoir si les objectifs de développement du millénaire (ODM) pourront être atteints. Alors que le Sommet sur les objectifs de développement du millénaire évaluera les progrès et reconnaîtra les secteurs prioritaires pour la prochaine décennie, la région d'Afrique Australe justifie sa propre considération de son suivi de dossier à cet égard.

Après plusieurs décennies de confrontation et d'agitation politique et militaire, accompagnées d'un déclin économique et d'instabilité sociale, la région expérimente à présent un palier de stabilité politique avec une augmentation des prospects de regain économique. La fin des hostilités en Angola et les élections pacifiques au Lesotho en 2002 préfigurent des possibilités pour une plus forte intégration et coopération dans la région. Économiquement, en dépit des déséquilibres entre les états et la taille du marché relativement restreinte, la région possède un produit national brut (PNB) cumulé de $226,1 milliards. Cela représente plus du double de celui de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et plus de la moitié du PNB cumulé de l'Afrique Subsaharienne. Ceci est de bon augure pour les pays de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) atteignant leurs cibles ODM à plus long terme.

Néanmoins, les défis abondent. Alors que les pays de la SADC partagent une conception commune de progrès économique et politique rapide, ainsi qu'un engagement envers une voie de développement commune, la région est lourdement chargée de crises qui sapent le développement durable et par conséquent l'atteinte des ODM. Politiquement, les bénéfices obtenus par la paix, particulièrement en Angola, ont été neutralisés par les crises continuelles au Zimbabwe, ainsi que par le manque de liberté démocratique élémentaire au Swaziland. En outre, les récents bénéfices socioéconomiques peuvent être inversés par l'effet approfondi du VIH/SIDA. La pandémie, associée à d'autres maladies comme la tuberculose, le paludisme et le choléra, provoque des taux de mortalité accrus, un profil démographique faussé et un nombre croissant d'enfants orphelins et vulnérables. À côté de ces problèmes réside la question de la sécurité humaine et la création d'un environnement nécessaire pour étendre le développement humain. La sécurité alimentaire, par exemple, est fondamentale au développement et à la maintenance de la sécurité humaine. Des manques de nourriture graves dans beaucoup de parties de la SADC, alliés à des niveaux relativement forts de migration interne, mettent une pression sur la base de ressources naturelles de la région. Cela est composé d'échecs des moyens d'existence à long terme, ainsi que des inondations et la sécheresse périodiques. Dans plusieurs pays de la SADC, les manques de nourriture ont abouti à la faim et à un marché parallèle en expansion. Ces problèmes jouent déjà un rôle important dans les relations régionales et ils s'intensifieront au fur et à mesure que la crise du VIH/SIDA empire. Généralement, la pauvreté de la région semble s'approfondir comme résultat de l'élargissement des inégalités ; des structures politiques, une gouvernance sociale et économique branlantes ; et une crise sanitaire en expansion.

OBJECTIF 2: OBTENIR UN NIVEAU D'ÉDUCATION PRIMAIRE UNIVERSELLE

Cible 3: Assurer que, d'ici à 2015, les enfants de partout, garçons et filles indifféremment, seront aptes à terminer une scolarité primaire complète

Pays	Taux d'inscription net dans l'éducation primaire (%) (2000-2001)	Taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans d'âge (%) (2001)
Afrique du Sud	89	91.5
Angola	37	n/a
Botswana	84	88.7
RDC	33	82.7
Lesotho	78	90.8
Madagascar*	68	80.8
Malawi	101	71.8
Maurice	95	94.0
Mozambique	54	61.7
Namibie	82	91.9
Swaziland	93	90.8
Tanzanie	47	91.1
Zambie	66	88.7
Zimbabwe	80	97.4
Moyenne des pays en développement	82	84.8
Moyenne de l'Afrique Subsaharienne	59	77.9

n/a Non disponible
Source: Rapport du Développement Humain, 2003
* Madagascar n'est pas encore un membre de la SADC, mais pourrait y être admis en 2005.

(suite p.6)

OBJECTIF 3: PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET OCTROYER DES MOYENS D'AGIR AUX FEMMES
Cible 4: Eliminer l'inégalité des sexes dans l'éducation primaire et secondaire, de préférence avant 2005 et à tous les niveaux d'éducation pas plus tard qu'en 2015

Pays	Pourcentage de filles pour les garçons dans l'éducation primaire, secondaire et universitaire (2000-2001)			Pourcentage d'alphabétisation des femmes par rapport aux hommes dans la tranche d'âge de 15 à 24 ans (2001)
	Éducation Primaire	Éducation Secondaire	Éducation Universitaire	
Afrique du Sud	0.94	1.10	1.24	1.00
Angola	0.88	0.83	0.64	n/a
Botswana	0.99	1.06	0.89	1.09
RDC	0.90	0.52	n/a	0.86
Lesotho	1.02	1.18	1.74	1.19
Madagascar*	0.96	0.96	0.83	0.92
Malawi	0.96	0.75	0.38	0.76
Maurice	0.97	0.92	1.32	1.01
Mozambique	0.77	0.65	0.79	0.63
Namibie	1.00	1.12	1.23	1.04
Swaziland	0.95	1.00	0.88	1.02
Tanzanie	1.00	0.81	0.31	0.95
Zambie	0.93	0.80	0.46	0.95
Zimbabwe	0.97	0.88	0.60	0.97
Moyenne des pays en développement	n/a	n/a	n/a	0.91
Moyenne de l'Afrique Subsaharienne	n/a	n/a	n/a	0.89

n/a Non disponible
Source: Rapport du Développement Humain, 2003
* Madagascar n'est pas encore un membre de la SADC, mais pourrait y être admis en 2005.

À la lueur de ces considérations, cet article:

- fournit une vue d'ensemble du secteur où se trouvent les pays de la sous région, relatives aux ODM;
- fournit une réflexion rapide sur la politique et les réponses programmatiques; et
- identifie quelques-unes des questions importantes pour les preneurs de décisions en proportionnant la réponse.

Les objectifs de développement du Millénaire

Les ODM expriment l'aspiration de l'amélioration humaine qui est devenue le centre du débat international sur le développement économique à la suite de la guerre froide. Débutant à partir de 1990, les cibles numériques et limitées dans le temps des huit objectifs de développement reflètent le fait que :

- échapper à la pauvreté exige un investissement à la fois humain et un capital physique ; et
- la pauvreté est pluridimentionnelle, impliquant non seulement le revenu, mais également le défaut de sécurité alimentaire, la santé, l'éducation, l'égalité des sexes, la gestion environnementale et l'accès aux équipements élémentaires.

Progrès dans la région

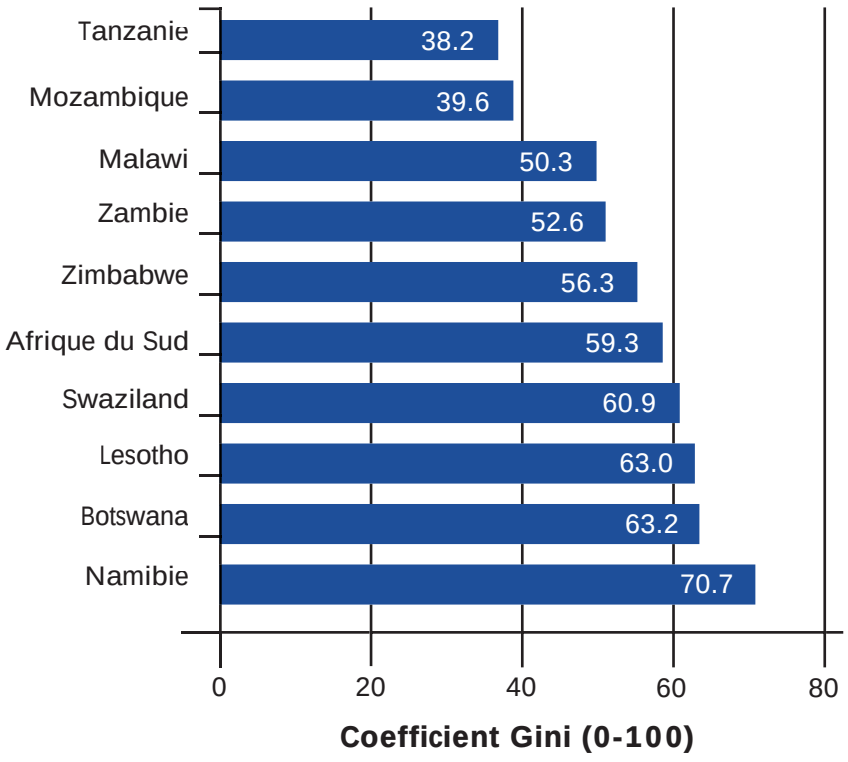
Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement 2002 (PNUD) et le rapport africain ODM du fond de l'enfance des Nations Unies (Unicef), un certain nombre de pays de la SADC, particulièrement le Botswana, Maurice, le Mozambique et la Tanzanie, ont réalisé des taux de croissance annuelle du PNB durables proches de 7–8%, ce qui est déterminant pour atteindre la cible de la pauvreté d'ici 2015. Il existe des signes encourageants dans d'autres secteurs également : certains états ont consigné des changements positifs dans les inscriptions scolaires et l'alphabétisation des adultes, bien que l'espérance moyenne de vie a chuté.

Pauvreté et inégalité

De plus en plus, la pauvreté et l'inégalité sont considérées comme des défis entrecroisés que doit affronter le développement social dans la région. La situation de pauvreté est largement reflétée dans les faibles niveaux de revenus et les forts niveaux de destitution humaine. Le PNB moyen par habitant pour la région était de $932 en l'an 2000, avec des écarts considérables entre les pays. Le PNB du Botswana, le pays classé le plus haut, était 33 fois plus grand que celui de la RDC, étant le pays classé le plus bas.

Environ 40% le la population de la SADC vit au-dessous du seuil de pauvreté de $1 par jour et environ 70% au-dessous de $2 par jour. La pauvreté est particulièrement grave parmi les groupes vulnérables comme les foyers dirigés par les personnes âgées, les femmes ou les enfants. Les niveaux de la pauvreté humaine (mesurée

Figure 1 : Répartition des Revenusigure



Source: Banque Mondiale (2004), World Development Report 2005.

en utilisant l'indice de pauvreté humaine du PNUD) varient entre les états membres et ont subi des fluctuations au cours de la dernière décennie, s'étalant de 52% de la population jusqu'à un faible niveau de 11,3%. Le Zimbabwe, la Zambie et le Mozambique ont été le plus durement affectés en 2002, et un total de sept pays ont eu un niveau de pauvreté humaine au-dessus de la moyenne régionale de 40,9%. La pauvreté humaine au sein de la SADC a augmenté depuis la fin des années 1990 dans tous les pays, excepté le Mozambique et Maurice.

La pauvreté est composée de hauts niveaux d'inégalité dans la plupart des pays de la SADC, avec un nombre de pays ayant des coefficients Gini qui les classe parmi les sociétés les plus inégales du monde (voir Figure 1). Le plus haut se trouve le coefficient Gini, le plus inégal est la société. Seuls le Mozambique et la Tanzanie ont des coefficients Gini inférieurs à 0,50, mais tous les deux possèdent de hauts niveaux de pauvreté totale. Une récente recherche indique également que l'inégalité entre les zones urbaines et rurales demeure un problème, avec des standards d'existence moyens en zones rurales bien au-dessous ceux des zones urbaines, en plus des inégalités considérables au sein à la fois des zones rurales et urbaines. Cela est déconcertant, étant donné la preuve formelle que les prospects pour réduire la pauvreté sont meilleurs dans les pays ayant des faibles niveaux d'inégalité de revenus.

Sécurité alimentaire et accès aux services élémentaires

Le plus grand dénuement repose surtout dans les secteurs d'accès restreints pour l'eau potable sûre et la malnutrition enfantine. Presque la moitié des indicateurs des états membres sur ces composantes de la pauvreté humaine sont au-dessous de la moyenne régionale. En termes de faible accès à l'eau potable, l'Angola, le Mozambique, le Lesotho, le Malawi, la Zambie et le Swaziland sont le plus affectés.

Pour sept membres de la SADC, plus d'un cinquième des enfants de moins de cinq ans sont trop maigres. Le niveau de développement d'un pays semble jouer un rôle crucial en déterminant les résultats de santé de l'enfant, pour tous les pays de la région à revenu moyen, excepté la Namibie qui présente une incidence bien plus faible des enfants d'un poids insuffisant. Le même modèle peut être observé en ce qui concerne le rachitisme chez l'enfant, avec les sociétés affectées par les conflits et les pays ayant un faible revenu dans la région, dont la situation est nettement pire. En général, la malnutrition présente des signes de progrès mélangés depuis les années 1990. Alors que le Malawi, le Mozambique et l'Angola ont présenté des signes encourageants de surmonter la lacune nutritionnelle, la RDC, la Tanzanie et le Botswana ont enregistré des résultats inverses.

Généralement, l'insécurité alimentaire demeure forte dans la région, affectant un tiers ou plus de la population dans sept états de la SADC. Les pronostics semblent sombres, étant donné que les efforts effectués pour inverser cette tendance ont été barrés par les revers économiques, l'interaction entre le VIH/SIDA et l'insécurité alimentaire produisant une 'nouvelle variante de la famine', l'instabilité prolongée au Zimbabwe et la RDC, de faibles structures de gouvernance, des conditions climatiques erratiques et une crise des réfugiés. Le problème est exacerbé par une urbanisation rapide, des moyens d'existence non durables, la mauvaise gestion humaine et la croissance de la population. Généralement, la faim est inextricablement liée à la pauvreté, mais au lieu de se concentrer sur la production de nourriture, l'on doit mettre l'accent sur sa durabilité, accessibilité, abord facilité et son utilisation.

VIH/SIDA

Les régions de la SADC sont confrontées à une sérieuse pandémie de VIH/SIDA. Dans le monde, il y a 37,8 millions de personnes infectées par la maladie et plus de 14 millions d'entre elles vivent au sein de la SADC. La pandémie a affecté virtuellement tous les aspects des vies de la population de la SADC, avec quelques pays

(suite p.8)

dans la région qui comptent maintenant parmi les plus hauts niveaux d'infection dans le monde. Des facteurs contribuant à disséminer la maladie incluent la pauvreté, l'inégalité des sexes, le sexe entre générations, l'illettrisme, le stigma et la discrimination, l'abus d'alcool et le manque de communication sur la maladie à cause des barrières culturelles.

La pandémie a eu un impact direct sur les taux de mortalité de l'enfant comme de l'adulte et, comme elle affecte principalement la tranche d'âge la plus centrale du foyer et des activités économiques, il est plus que probable qu'elle sape le développement socioéconomique et fasse empirer la pauvreté. Les foyers pauvres doivent mettre de côté de maigres ressources pour les besoins élémentaires, payer les médicaments, les soins et les funérailles. Le manque d'accès à l'eau potable et aux sanitaires augmente le danger d'infections, accélérant la progression de la maladie. D'autres effets négatifs incluent le déclin des inscriptions scolaires parmi les filles, élevant l'insécurité alimentaire, des épargnes et des investissements réduits, ainsi qu'un nombre croissant d'orphelins (presque six millions, représentant 39% du total mondial) et les foyers dirigés par des enfants.

Le VIH/SIDA a le potentiel de saper la vraisemblance d'atteindre plusieurs des cibles des ODM. Nous retrouvons dans les cas particulièrement graves le fardeau que le VIH/SIDA fait peser sur les systèmes de soins médicaux dans toute la région. Cela entraîne des services de santé défectueux à cause des ressources humaines et financières inadaptées, qui sont dues à leur tour à des facteurs tels que l'absentéisme, le mauvais moral du personnel, les tas de patients en augmentation, un équipement fiable insuffisant, comme les médicaments abordables, ainsi que les pertes en personnel. Toutefois, le VIH/SIDA n'est pas seulement un problème de soins médicaux. Il menace également, par exemple, le domaine de l'éducation. En Zambie, au cours des premiers dix mois de 1998, 1.300 instituteurs sont décédés, ce qui équivalait à deux fois le nombre de morts rapportés en 1997. La pandémie réduit également l'espérance de vie dans la région, qui est (excepté pour les états insulaires) inférieure à 50 ans.

OBJECTIF 4: RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE
Cible 5: Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité en dessous de cinq ans

Pays	Taux de mortalité en dessous de cinq ans (pour 1.000 naissances viables) (2001)	Taux de mortalité infantile (pour 1.000 naissances viables) (2001)
Afrique du Sud	71	56
Angola	260	154
Botswana	110	80
RDC	205	129
Lesotho	132	91
Madagascar*	136	84
Malawi	183	114
Maurice	19	17
Mozambique	197	125
Namibie	67	55
Swaziland	149	106
Tanzanie	165	104
Zambie	202	112
Zimbabwe	123	76
Moyenne des pays en développement	90	62
Moyenne de l'Afrique Subsaharienne	172	107

n/a Non disponible
Source: Rapport du Développement Humain, 2003
* Madagascar n'est pas encore un membre de la SADC, mais pourrait y être admis en 2005.

Éducation et égalité des sexes

La région de la SADC a vu quelques progrès dans l'éducation de ses enfants au cours des années 1990. Au Malawi et au Mozambique, des bénéfices importants ont été notés, alors que le Lesotho a témoigné de bénéfices plus modestes. La RDC et l'Angola ont vu des revirements importants, alors que la Zambie annonçait un modeste déclin. Seuls le Malawi, le Mozambique et le Lesotho sont sur la voie de réaliser l'éducation primaire universelle d'ici à 2015. Pour les autres, une continuation des progrès enregistrés au cours des années 1990 sera insuffisante pour atteindre cet objectif. L'éducation et l'égalité des sexes sont destinées à positionner les filles en contrôle de leurs propres destins et de réaliser une plus grande parité entre les hommes et les femmes dans les sphères de la croissance économique, la réduction de la pauvreté et le développement humain en général. En considérant ces faits, les progrès sur la brèche entre filles ' et garçons ' du taux d'inscription primaire net au cours des années 1990 semblent partagés.

Au Lesotho, en Namibie et en Tanzanie, l'inscription des filles est égale ou plus forte que celle des garçons. Partout sauf en Angola et au Mozambique, l'inscription des filles dépasse de 90% celle des garçons. La RDC et le Malawi montrent des améliorations notables. Toutefois, il existe quelques signes de soucis, particulièrement au Lesotho, où le taux de filles pour celui des garçons dans l'éducation primaire est en déclin à cause des modèles de moyens d'existence changeants et le VIH/SIDA, qui a forcé les filles à devenir dispensatrices de soins, réduisant de ce fait leur inscription dans les écoles.

Concernant l'égalité des sexes, les indications montrent qu'il y a eu des progrès en réalisant une plus grande représentation des femmes au sein du gouvernement et dans les structures intergouvernementales dans quelques pays de la SADC, avec quelques états membres, particulièrement l'Afrique du Sud, qui ont surpassé la cible d'au moins

OBJECTIF 5: AMÉLIORER LES SOINS MATERNELS Cible 6: Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternel		
Pays	Taux de mortalité maternel (par 100.000 naissances viables) (1995)	Accouchements en présence de personnel sanitaire compétent (%) (1995-2001)
Afrique du Sud	340	84
Angola	1,300	23
Botswana	480	99
RDC	940	61
Lesotho	530	60
Madagascar*	580	47
Malawi	580	56
Maurice	45	n/a
Mozambique	980	44
Namibie	370	78
Swaziland	370	70
Tanzanie	1,100	36
Zambie	870	47
Zimbabwe	610	73
Moyenne des pays en développement	463	56
Moyenne de l'Afrique Subsaharienne	1,098	38

n/a Non disponible
Source: Rapport du Développement Humain, 2003
* Madagascar n'est pas encore un membre de la SADC, mais pourrait y être admis en 2005.

30% de la représentation de femmes au parlement et dans le cabinet en 2005.

Néanmoins, il existe toujours des défis dans ce domaine. Les femmes, qui constituent la majorité des pauvres dans la région, ont moins d'accès pour contrôler et gérer les ressources productives comme la terre, le bétail, le crédit et la technologie moderne. En plus, elles ont un accès limité aux installations de soin adéquates, à l'éducation régulière et l'emploi, comme elles sont en surnombre dans le secteur non officiel, où les revenus sont extrêmement bas et non fiables. En outre, des lois existent dans la majorité des états membres, qui restreignent les aptitudes légales des femmes et ont une incidence directe sur leurs capacités pécuniaires.

Quelles sont les actions réalisées ?

Pour relever et traiter ces défis, les gouvernements de la région ont mis en œuvre plusieurs programmes complémentaires. Le premier est l'adoption du Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional de la SADC (PDSIR), qui fournit aux états membres une structure stratégique pour la mise en place de politiques sociales et économiques pendant les 15 prochaines années. Son objectif est d'approfondir l'intégration et accélérer la suppression de la pauvreté ainsi que l'atteinte d'autres objectifs de développement économiques et non économiques. Alignée sur les priorités du Nepad et les ODM, ainsi que complémentaire à d'autres initiatives de développement pour favoriser le développement social, comme les documents stratégiques de lutte contre la pauvreté (DSRP), l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) et le Sommet Mondial sur le Développement Durable, le PDSIR fixe des cibles qui indiquent les étapes principales vers l'atteinte des objectifs convenus. Les interventions importantes incluent:

- Développer et mettre en œuvre un système commun de collecte de données sur la façon de se procurer et la demande de ressources humaines cruciales et le développement de systèmes d'informations efficaces du marché du travail, pour améliorer l'emploi et la productivité;
- Développer des systèmes de rapport et grandes lignes pour contrôler la mise en œuvre des engagements mondiaux et des déclarations comme les ODM;
- Développer un programme régional pour une production / un moyen de se procurer conjointement des médicaments abordables et de qualité essentielle pour traiter les principales maladies comme le VIH/SIDA, ainsi qu'un mécanisme pour réduire les taux de mortalité infantile, en dessous de cinq ans, ainsi que maternel; et
- Développer des mécanismes pour l'échange d'expériences et les meilleures pratiques dans les zones principales de développement social.

Au niveau du pays, les états membres individuels ont commencé à préparer des concepts nationaux, qui articulent les objectifs à long terme et les cibles, en plus des rapports ODM qui font ressortir les progrès au cours de la dernière décennie. Au niveau mondial, le PNUD est impliqué à souligner les progrès pour réaliser les ODM. En Juillet 2003, le bureau d'Afrique Australe du PNUD a hébergé le forum des ODM pour l'Afrique Australe dans le but de donner une impulsion à la campagne ODM au niveau national et au niveau régional. Le forum a mis l'accent sur les facteurs primordiaux qui détermineront la réussite en accélérant les progrès vers la réalisation des ODM et qui sont:

- Au niveau du pays, la propriété des politiques et des pratiques de développement, qui exigent une responsabilité, une transparence et une confiance des ressources nationales avant de demander un soutien extérieur;
- Une participation qui comprend tous les acteurs dans le processus de développement;
- Le renforcement des capacités humaines et institutionnelles;
- La construction du partenariat; et
- Le contrôle du processus des ODM.

Conclusion: qu'y a t il lieu de faire ?

D'une façon réaliste, la SADC a besoin d'adapter les cibles des ODM pour refléter les circonstances et les priorités nationales, qui augmenteront le sens de

(suite p.10)

OBJECTIF 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA Cible 7: Avoir stoppé d'ici à 2015 et commence à inverser la propagation du VIH/SIDA		
Pays	VIH plus répandu parmi les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans (%)	
	Dans les zones urbaines importantes (1999-2002)	Hors des zones urbaines importantes (1999-2002)
Afrique du Sud	24.1	n/a
Angola	n/a	n/a
Botswana	33.3	31.4
RDC	n/a	n/a
Lesotho	22.0	16.1
Madagascar*	n/a	n/a
Malawi	n/a	n/a
Maurice	n/a	n/a
Mozambique	16.1	7.9
Namibie	17.9	n/a
Swaziland	39.4	n/a
Tanzanie	n/a	15.0
Zambie	11.6	n/a
Zimbabwe	32.2	n/a
Moyenne des pays en développement	n/a	n/a
Moyenne de l'Afrique Subsaharienne	n/a	n/a

n/a Non disponible
Source: Rapport du Développement Humain, 2003
* Madagascar n'est pas encore un membre de la SADC, mais pourrait y être admis en 2005.

la propriété nationale et adapteront les objectifs du développement aux réalités socioéconomiques et politiques de chaque pays. Par exemple, les pays confrontés à une sévère pandémie de VIH ne peuvent pas s'attendre à réaliser les mêmes niveaux de progrès que ceux qui n'en ont pas une à affronter.

Un autre problème réside dans l'inconsistance à rapporter si les pays sont sur la voie pour atteindre les ODM. Les rapports du PNUD et des ODM nationaux ont montré des différences considérables, soulevant des doutes sur la fiabilité et la crédibilité des indicateurs étant utilisés. Des structures mondiales, régionales et nationales, des stratégies et des processus doivent être harmonisés afin que des prédictions précises et des décisions politiques basées sur les preuves soient prises.

L'Objectif 8 est pourvu d'une importance déterminante : Vers un partenariat mondial sur le développement. Les perspectives de réaliser les ODM dépendent de la limite à laquelle les pays de la SADC et les pays africains en général, peuvent augmenter leur participation dans l'économie mondiale. Des engagements supplémentaires sont nécessaires au sujet de la question du financement des ODM, par ex. au travers d'une aide officielle au développement accrue (AOD), au commerce et à la mobilisation des ressources nationales. Lié à tout cela réside le problème du fardeau de la dette, qui représente une autre contrainte sur les pays de la SADC. La question est de savoir si l'allègement intérimaire que perçoivent des pays comme le Mozambique, le Malawi, la Zambie et la Tanzanie est actuellement durable dans une période d'après-PPTE. La question au cœur du sujet est celle de l'allègement de la dette contre l'annulation de la dette. En outre, le rôle des partenaires mondiaux dans le développement devrait se concentrer plus sur la facilitation et la coordination et moins sur la propriété du processus. Par conséquent, l'Objectif 8 devrait être mis à exécution d'une façon qui cultive l'octroi de droits et reconnaît que les solutions aux défis du développement de la sous région reposent dans la citoyenneté de la région et ses gouvernements. Cela signifie que l'on devrait faire de l'espace aux pays pour articuler les solutions élaborées dans le pays et compatibles avec leurs besoins et leurs priorités. Le support ne doit pas se charger des mesures conditionnelles qui composent les challenges de développement de la région.

Enfin, la SADC possède de nombreuses ressources partagées, qui, lorsqu'elles sont adéquatement canalisées par des travaux conjoints, peuvent réaliser quelques-uns des ODM. Ce qui, bien sûr, est nécessaire est une opinion pragmatique et une institutionnalisation des cibles ODM au sein des processus politiques.

Sanusha Naidu (snaidu@hsrc.ac.za) & Ben Roberts (broberts@hsrc.ac.za), chercheurs du programme de développement intégré rural et régional au Conseil de Recherche des Sciences Humaines (HSRC) et affilié au réseau de la pauvreté régionale en Afrique Australe (SARPN). Richard Humphries, analyste SARPN, (rhumphries@hsrc.ac.za).

Environnement et Pauvreté

'La croissance du revenu et de la productivité est nécessaire pour éliminer la pauvreté dans les pays en développement, mais elle a besoin d'être durable pour l'environnement. Au long terme, la croissance économique a peu de chances d'être durable, à moins de donner plus d'attention aux avoirs tels que l'eau douce et les réserves de poissons. Même dans le court et moyen terme, s'occuper des objectifs pour la croissance et la conservation ou la restauration des avoirs environnementaux peut être critique pour élever la production et les revenus.' Par exemple, à Madagascar, la transformation des forêts principalement en agriculture non durable de faible rendement a coûté très cher. Avec la majorité de sa population étant pauvre, la croissance de la productivité dans l'agriculture est cruciale pour réduire la pauvreté. Toutefois, la production agricole a décliné depuis les 40 dernières années, à cause de la dégradation des terres arables et des canaux d'irrigation saumâtres.
Banque Mondiale, 2003

SADC et ODM: La Dimension Commerciale

Quelques années après que toutes les promesses de support et les expressions de solidarité avec le monde en voie de développement ont été faites, des questions se posent inévitablement. Les lignes politiques des pays développés envers la région de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) sont-elles en synchronisation avec l'esprit de la Déclaration du Millénaire? Particulièrement, y a t il eu des progrès concernant l'accession à la fois aux marchés des pays développés et aux médicaments essentiels, conformément à l'Objectif 8 des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

Accès du Marché: Vue d'ensemble

Le potentiel du commerce étranger pour sortir des millions de gens de la pauvreté est largement accepté. Le challenge est de créer et permettre un environnement des pays pauvres pour négocier leur voie hors de la pauvreté. En conséquence, les ODM demandent un accès libre aux tarifs et quotas sur les produits des pays les moins développés (PMD) aux marchés des pays développés ainsi qu'un système commercial et financier ouvert qui repose sur des règlements, prévisible et non discriminatoire.

Certains pays développés ont démontré une mesure appréciable d'engagement pour aider les pays pauvres à réaliser les ODM en introduisant des plans commerciaux préférentiels relativement généreux pour ces pays. D'une perspective estimée par l'Afrique Australe, les dispositions de l'UE comme Tout Excepté les Armes (EBA) pour les PMD ainsi que celles de la Croissance en Afrique et Loi sur les Perspectives des Etats-Unis (AGOA) pour l'Afrique subsaharienne sont peut-être les plus notables.

Au moins six pays de la SADC se qualifient pour l'accès libre aux quotas et tarifs pour tous leurs produits vers l'UE conformément à EBA. Seulement trois de ces produits ont été exclus: les bananes, le riz et le sucre, mais ils bénéficieront d'un accès total en 2009. Néanmoins, à cause des règlements d'origine contraignants, moins de 50% du plan sont actuellement utilisé. Par conséquent, la valeur de EBA pourrait être améliorée si les règlements d'origine étaient assouplis.

AGOA est encore plus important pour la région, car tous les états de la SADC en sont bénéficiaires (sauf le Zimbabwe). C'est un exemple éclatant de voir comment un plan préférentiel peut aboutir à la création d'emploi, croissance économique et des avantages d'un bien être conséquent dans les pays bénéficiaires. Le Lesotho, le Botswana et Maurice ont enregistré une augmentation des exportations, particulièrement dans le domaine du vêtement, comme résultat de la Loi, même si un nombre restreint de lignes de tarifs obtiennent des préférences. Rien qu'au Lesotho, l'on estime à 10.000 les emplois qui ont été créés grâce à AGOA. Ses règlements d'origine flexibles permettent aux PMD de se procurer du tissu provenant du fournisseur international le moins cher et être toujours éligible pour la priorité.

> 'Reconnaissons que la pauvreté extrême n'importe où est une menace pour la sécurité humaine partout.'
> Kofi Annan

Toutefois, les bénéfices du secteur du vêtement dont profitent actuellement certains pays de la SADC grâce à AGOA sont menacés par l'expiration imminente du système de quotas conformément à l'accord des organisations mondiales du commerce sur les textiles et le vêtement. Les pays compétitifs comme la Chine et l'Inde, limités actuellement par les quotas au sein de l'UE et des USA, sont sur le point d'engloutir la majorité, sinon la totalité, des parts du marché dans ce secteur lorsque les quotas seront supprimés.

Pour les bénéfices à plus long terme de ces pays, les donneurs de priorités devraient se concentrer plus sur la préparation de leurs bénéficiaires pour être compétitifs à un niveau mondial au travers du renforcement des capacités commerciales et du développement des aptitudes, ainsi que de leur permettre de réaliser un maximum de bénéfices à partir de l'accès libre aux tarifs et aux quotas, tandis que les barrières commerciales mondiales subsistent. Pour cette raison, les USA devraient envisager d'étendre des règlements d'origine flexibles actuellement proposés aux PMD à tous les bénéficiaires AGOA et augmenter le nombre de lignes de tarifs couvertes par la priorité.

Cependant, la libéralisation progressive des nations les plus favorisées (NPF) est inévitable, et comme les murailles des tarifs continuent de tomber et les quotas de disparaître, la valeur des préférences est vouée au déclin. Une plus grande intensité doit par conséquent être placée en traitant les politiques commerciales de protectionnisme dans les pays développés, particulièrement celles concernant l'agriculture.

Pour les pays de la SADC, la réforme commerciale de l'agriculture dans les pays riches est critique, puisque plus de 70% de leurs populations tirent leurs moyens d'existence à partir de l'agriculture. C'est pourquoi les politiques des pays développés qui resserrent ce secteur entravent nettement les ODM, particulièrement l'Objectif 1, qui vise à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015, et l'Objectif 8, qui vise un partenariat mondial pour le développement. Bien que le cadre de l'accord de l'OMC de Juillet 2004 ait été une percée capitale, une volonté politique insuffisante par les pays leaders développés pour accorder des concessions substantielles a ralenti les négociations commerciales de Doha.

Accès aux médicaments: Réalisations, challenges et la voie du futur

La cible 17 de l'Objectif 8 sur le partenariat mondial insiste sur le besoin de coopérer avec les sociétés pharmaceutiques pour rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables pour les pauvres. Trouver un équilibre entre les intérêts des sociétés pharmaceutiques et

(suite p.12)

les besoins des patients pauvres dans les pays en développement ont été un challenge formidable, particulièrement pour l'OMC.

La SADC est confrontée à une crise de santé grave, avec neuf de ses états membres figurant dans les dix premiers pays africains ayant les plus forts taux de prévalence au VIH/SIDA. Le paludisme et la tuberculose continuent également à causer des ravages dans la région, menait à une productivité économique réduite, de forts taux de mortalité infantile et faisant dégringoler l'espérance de vie.

Entre autres obstacles, le manque d'accès aux médicaments contre le VIH/SIDA et autres maladies en Afrique est mis sur le compte du coût élevé des médicaments et la mauvaise volonté des sociétés de médicaments multinationales pour permettre aux gouvernements d'obtenir des versions génériques à meilleur prix de leurs médicaments brevetés pour combattre les crises sanitaires.

À cet égard, l'adoption de la Déclaration de Doha de l'accord sur les droits de la propriété intellectuelle relatifs au commerce (ADPIC) et la santé publique par les états membres de l'OMC en Novembre 2001 a été largement salué comme un palier positif. Cette déclaration donnait aux pays en développement le droit d'outrepasser la législation des brevets sur les médicaments essentiels de manière à protéger la santé publique et favoriser l'accès aux médicaments pour tous. À la suite de cette décision, le 30 Août 2003, l'OMC est arrivée à un accord sur 'comment mettre en pratique la déclaration' — sous la forme d'une renonciation intérimaire permettant, sous conditions de règlements stricts, la production, l'export et l'import de médicaments essentiels pour les pays en développement en attendant l'amendement de ADPIC.

Certains pays développés ont fait la preuve de mesures appréciables de leur engagement à aider les pays pauvres à atteindre les ODM.

La décision intérimaire confirme les droits des pays en développement d'avoir une licence nationale de production des versions génériques moins chères des médicaments essentiels et d'importer ceux pour lesquels la capacité de fabrication fait défaut, tout en protégeant simultanément les droits des sociétés pharmaceutiques contre l'abus du gain commercial du système, par exemple la diversion des génériques sur les marchés des pays développés. Cela est nettement une décision importante pour un pays comme l'Afrique du Sud, qui a engagé des batailles avec les sociétés pharmaceutiques concernant les droits de brevets.

Toutefois, les technicités impliquées en se conformant à l'accord le rendent de peu d'utilité. Par exemple, le réseau Foi et Justice d'Afrique–Europe identifient 12 paliers procéduraux pesants, incompatibles avec l'idée d'une solution 'expéditive, nécessaire à l'obtention d'une licence pour importer les génériques. Dans ces conditions, très peu de fabricants de génériques sont en position de faire un usage efficace de la renonciation intérimaire. Par conséquent, la 'solution' actuelle de l'OMC ne va pas assez loin de façon à rendre les médicaments essentiels disponibles pour les pauvres.

Bien que des problèmes de brevets ont attiré une attention considérable, ils ne constituent pas nécessairement la plus grande entrave à l'accès aux médicaments dans la région — moins de 5% des médicaments sur la liste modèle des drogues essentielles (2001) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sont sous la protection de brevets n'importe où dans le monde. Cela mis à part, les prix des anti-rétroviraux ont chuté d'environ 95% récemment. En dépit de ce fait, seulement

OBJECTIF 7: ASSURER LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE
Cible 10: Diminuer de moitié, d'ici à 2015, la proportion de personnes sans accès durable à l'eau potable et aux installations sanitaires élémentaires

Pays	Population ayant un accès durable à une source d'eau traitée (2000)		Population urbaine ayant accès aux installations sanitaires améliorées (%) (2000)
	Rurale (%)	Urbaine (%)	
Afrique du Sud	73	99	93
Angola	40	34	70
Botswana	90	100	88
RDC	26	89	54
Lesotho	74	88	72
Madagascar*	31	85	70
Malawi	44	95	96
Maurice	100	100	100
Mozambique	41	81	68
Namibie	67	100	96
Swaziland	n/a	n/a	n/a
Tanzanie	57	90	99
Zambie	48	88	99
Zimbabwe	73	100	71
Moyenne des pays en développement	69	92	77
Moyenne de l'Afrique Subsaharienne	44	83	74

n/a Non disponible
Source: Rapport du Développement Humain, 2003
*Madagascar n'est pas encore un membre de la SADC, mais pourrait y être admis en 2005.

quelques personnes privilégiées ont accès au traitement en Afrique Australe.

Cela est principalement dû aux mauvais systèmes pour dispenser les soins dans la région. En fait, même lorsque les médicaments sont abordables, ils n'atteignent souvent pas les personnes qui en ont le plus besoin. Dans certains cas, le manque de recherche dans le traitement des maladies qui affectent en premier lieu les pays pauvres, comme le paludisme, aboutit à des patients qui ont accès à des médicaments inefficaces. Le financement des bailleurs de fonds est nécessaire pour permettre aux sociétés pharmaceutiques une recherche sur ces maladies, car le coût pour mettre un médicament sur le marché est souvent prohibitif. Il existe des obstacles importants qui demandent des ressources financières considérables à traiter.

Une pléthore d'initiatives pour améliorer l'accès aux médicaments, particulièrement dans le combat contre le VIH/SIDA, est actuellement entreprise par l'état et les acteurs non étatisés. Même ainsi, un financement insuffisant et/ou des retards d'allocations de financement paralysent de telles initiatives. Par exemple, lorsque le fonds mondial du Sida, la tuberculose et le paludisme a été fondé en 2001, le Secrétaire Général des Nations Unies Kofi Annan a demandé entre $7–10 milliards par an de la part des bailleurs de fonds, mais seulement $2–3 milliards ont été disponibles pendant une période de quatre ans.

En outre, souvent les humeurs des gouvernements donateurs et non les crises sanitaires de la région semblent dicter quels pays devraient bénéficier de l'aide. Par exemple, le gouvernement des États-Unis a libéré en 2003 $15 milliards dans un plan d'urgence pour soulager le Sida et, bien que ce soit une aide dirigée avec intention, elle n'inclut pas certains des pays où le VIH/SIDA cause une catastrophe humanitaire, pour les nommer le Lesotho, le

(suite p.14)

OBJECTIF 8: DÉVELOPPER UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT (AIDE OFFICIELLE AU DÉVELOPPEMENT)

Cible 13: Traiter les besoins spécifiques des pays les moins développés (comprend la liberté d'accès aux tarifs et aux quotas pour les exportations, un programme amélioré de l'allègement de la dette des PPTE ainsi que l'annulation de la dette officielle bilatérale et une AOD plus généreuse pour les pays engagés dans la réduction de la pauvreté)

Pays	Total Net de l'Aide Officielle au Développement (AOD) et aux pays les moins développés, en tant que pourcentage de l'OCDE/CAD		AOD bilatérale non liée (comme % du total) (2001)
	Comme % du RNB (2001)	Aux pays les moins développés (en % du RNB du bailleur de fonds) (2001)	
Australie	0.25	0.05	59.0
Autriche	0.29	0.05	n/a
Belgique	0.37	0.12	90.0
Canada	0.22	0.03	32.0
Danemark	1.03	0.33	93.0
Finlande	0.32	0.09	87.0
France	0.32	0.08	67.0
Allemagne	0.27	0.06	85.0
Grèce	0.17	0.02	17.0
Irlande	0.33	0.17	100.0
Italie	0.15	0.04	8.0
Japon	0.23	0.04	81.0
Luxembourg	0.82	0.26	n/a
Hollande	0.82	0.25	91.0
Nouvelle Zélande	0.25	0.07	n/a
Norvège	0.83	0.28	99.0
Portugal	0.25	0.11	58.0
Espagne	0.30	0.03	69.0
Suède	0.81	0.22	86.0
Suisse	0.34	0.10	96.0
Royaume-Uni	0.32	0.11	94.0
États-Unis	0.11	0.02	n/a
CAD - OCDE	0.22	0.05	79.0

n/a Non disponible
Source: Rapport du Développement Humain, 2003.

Swaziland, le Malawi et le Zimbabwe.

Pour distribuer plus de ressources au développement en Afrique, des appels à une plus grande aide en termes à la fois de volume et de qualité doivent être considérés sérieusement. Il y a encore beaucoup à faire. Le besoin d'une augmentation de la coopération entre gouvernements donateurs et ONG, sociétés pharmaceutiques et les états de la SADC pour augmenter l'accessibilité aux médicaments et renforcer l'infrastructure sanitaire ne peut pas être de trop d'importance.

Nkululeko Khumalo, SAIIA

Allègement de la dette: Quelques faits et chiffres

En 2002, la dette totale des pays en développement s'affichait à US$4,6 milliards, avec la dette de l'Afrique subsaharienne seulement totalisant US$2,1 milliards ou 45,6% du total. Cette dette s'est accumulée depuis les années 1970 et 1980 lorsque les pays en développement ont emprunté lourdement contre de forts prix des ressources pour financer les projets de développement, subventionner les importations de denrées alimentaires, étendre les programmes de protection sociale et servir la dette précédemment contractée — de nombreux projets de développement, comme les aéroports, complexes industriels et projets suburbains rapportèrent très peu de bénéfices à cause d'une planification déficiente.

Depuis 1994, il y a eu une réduction très marginale de la dette à moyen et long terme de l'Afrique. Malgré cela, actuellement 41 pays peuvent être considérés éligibles pour l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) par les conseils d'administration du FMI et de la Banque Mondiale. De ces pays sept sont membres de la SADC: L'Angola, la République Démocratique du Congo (RDC), Madagascar (un membre candidat de la SADC), le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie.

L'initiative PPTE, qui a été lancée en 1996, est une collaboration entre la Banque Mondiale et le FMI. Son but est de réduire le fardeau de la dette extrême supporté par les plus pauvres pays du monde. En Septembre 2004, 27 des 41 pays ont été reconnus pour recevoir un allègement de la dette conformément à l'initiative PPTE. De ces 27 pays, six sont membres de la SADC: La RDC, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie. Seuls Madagascar, le Mozambique et la Tanzanie ont atteint le statut du 'point de finalité' (par exemple les engagements de la communauté internationale de fournir une aide suffisante à ce stade pour que le pays réalise la durabilité de la dette). La RDC, le Malawi et la Zambie ont atteint le statut du 'point de décision' (par exemple les conseils exécutifs de la Banque Mondiale et le FMI décident officiellement de l'éligibilité d'un pays. La communauté internationale s'engage alors à apporter une aide suffisante au 'point de finalité' du pays pour qu'il réalise la durabilité de la dette calculée au 'point de décision').

Pour qu'un pays soit envisagé pour l'initiative PPTE il doit, en premier lieu, faire face à une situation de dette 'intenable' (par exemple les niveaux de la dette à l'export au-dessus d'un taux fixé à 150%) après la mise en application complète des mécanismes traditionnels de l'allègement de la dette, comme l'application des pourparlers de Naples conformément à l'accord de Paris Club. Deuxièmement, il n'est qualifiable que pour une aide fortement concessionnelle de la part de l'Association Internationale de Développement (AID), la part de la Banque Mondiale qui prête à des termes fortement concessionnels, ainsi que la Facilité de Croissance et Réduction de la Pauvreté (RPFC) du FMI. Enfin, un pays peut être pris en considération s'il a établi un suivi de dossier de réforme et développé un Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui implique la participation de la société civile.

Le Paris Club, formé de 19 membres y compris le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, le Japon, la Hollande, la Norvège, le Royaume Uni et les USA a pour but d'aider les pays qui affrontent des problèmes de repavement de la dette soit en reprogrammant la dette ou en réduisant les obligations du service de la dette. Depuis 1983, le montant total de dettes couvert par des accords par les créditeurs du Paris Club a été de US$350 milliards.

Les créditeurs du Paris Club participent à l'initiative PPTE au cours de la première phase lorsqu'un pays est qualifié pour l'aide. Durant cette phase, le pays continuera de bénéficier d'un allègement de la dette de la part des créditeurs du Paris Club et autres créditeurs officiels bilatéraux et privés, ainsi qu'une aide traditionnelle concessionnelle de tous les bailleurs de fonds appropriés et les institutions multilatérales. Dans la seconde phase, sur une base du cas par cas, les créditeurs du Paris Club peuvent fournir un allègement intérimaire entre le point de décision et la date prévue pour le point de finalité, par un traitement fluide avec 90% de réduction de la dette. Au point de finalité, l'aide restante est apportée sous la forme d'une réduction dans le stock de la dette éligible jusqu'à 90% en termes de la valeur actuelle par le Paris Club, assujetti à un partage équitable du fardeau, avec au moins des agissements comparables par les autres pays. De nombreux créditeurs du Paris Club ont annoncé qu'ils apporteraient également une clémence de la dette et au-dessus de l'aide de l'initiative PPTE, particulièrement concernant la dette AOD.

Sources:
Paris Club: www.clubdeparis.org
La Banque Mondiale:
www.worldbank.org

OBJECTIF 8: DÉVELOPPER UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT (AIDE OFFICIELLE AU DÉVELOPPEMENT)

Cible 15: Traiter radicalement les problèmes de la dette des pays en voie de développement par des mesures nationales et internationales de manière à rendre la dette durable au long terme

Pays	Allègement de la dette conformément à l'initiative des PPTE, cumulative en millions de US$ (2003)	Service de la dette comme pourcentage des exportations de marchandises et services (1997-1999)		
		1997	1998	1999
Afrique du Sud	n/a	17.9	12.7	14.4
Angola	n/a	19.3	30.8	21.5
Botswana	n/a	3.4	3.3	2,7
RDC	10,389	n/a	n/a	n/a
Lesotho	n/a	16.0	20.6	23.5
Madagascar*	1,500	26.9	15.1	18.2
Malawi	1,000	n/a	n/a	n/a
Maurice	n/a	11.3	12.1	10.0
Mozambique	4,300	20.5	19.5	n/a
Namibie	n/a	n/a	n/a	n/a
Swaziland	n/a	2.9	2.2	3.1
Tanzanie	3,000	13.7	21.5	16.6
Zambie	n/a	n/a	n/a	n/a
Zimbabwe	n/a	n/a	n/a	n/a

n/a Non disponible
Source: Division des Statistiques des Nations Unies, 2004
*Madagascar n'est pas encore un membre de la SADC, mais pourrait y être admis en 2005.

De Washington a Monterrey

En 2002, lors de la Conférence Internationale sur le Financement et le Développement tenue à Monterrey, au Mexique, 170 états ont adopté ce que l'on nomme le Consensus de Monterrey. Le but de la conférence était de s'accorder sur une action concrète plutôt que de faire des déclarations de rhétorique sur la lutte contre la pauvreté mondiale. Bien qu'ironiquement il n'y ait aucun consensus parmi les partenaires sur la façon d'atteindre ses objectifs, les objectifs sont néanmoins de:

- augmenter l'investissement direct étranger privé (IDE) et l'aide officielle au développement (AOD);
- combattre la corruption;
- réduire la dette;
- acorder un meilleur accès du marché aux pays en développement;
- assurer des politiques macroéconomiques saines; et
- renforcer la coopération des impôts internationaux.

Le Consensus de Monterrey a reconnu le besoin d'une augmentation substantielle de l'AOD, mais n'a pas avalisé la demande du Secrétaire Général des Nations Unies de doubler cette AOD de $53 milliards à au moins $100 milliards par an. Les États-Unis, par exemple, ont bloqué la langue dans le texte qui aurait engagé les pays riches à la cible des Nations Unies d'élever l'aide au développement à 0,7% du RNB au lieu des 0,22% en moyenne. Néanmoins, l'IFD aux pays en développement des 22 membres de l'OCDE a presque triplé, de $41,6 milliards en 1993 à $119,5 milliards en 2000. Il n'empêche que les critiques proclament que l'IFD n'est pas socialement durable, car il est entraîné par le bénéfice plutôt que par le développement. Cependant, l'IFD ne doit pas être repayé comme les prêts de la Banque Mondiale.

En ce qui concerne la bonne gouvernance et un environnement commercial encourageant, le Consensus déclare que, 'Pour attirer et améliorer les rentrées d'un capital productif, les pays ont besoin de poursuivre leurs efforts pour atteindre un climat d'investissement transparent, stable et prévisible, avec des applications de contrats propres et le respect des droits de propriété, enchâssées dans des politiques macroéconomiques saines et des institutions qui permettent au commerce, à la fois national et international, de fonctionner efficacement et à profit avec un maximum d'impact de développement.'

Si les leaders mondiaux réussissent à faire de ces objectifs une réalité, le Consensus de Monterrey pourrait remplacer le Consensus de Washington, qui s'est concentré sur la politique économique et la libéralisation du commerce ainsi que l'efficacité, laquelle a été mise en question. Le Consensus de Monterrey, d'un autre côté, pourrait servir d'approche holistique, plus environnante: le développement économique et humain, allié à des ressources financières supplémentaires des pays bailleurs de fonds.

Sources: Matthias Georg Wabl, UN Chronicle No.1, 2002. Sean D Murphy, The American Journal of International Law, Juillet 2002. Hilary French, UN Chronicle No. 2, 2002.

Pour le Dossier

'De manière à pouvoir distribuer les 50 milliards de dollars supplémentaires qui sont nécessaires selon les Nations Unies pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire, nous avons besoin de pays donateurs pour augmenter l'aide et l'allègement de la dette, comptabiliser les sommes et en diriger la plus grande partie vers les pays les plus pauvres qui en ont besoin — en Afrique. Le Royaume Uni a montré la voie. Nous avons plus que doublé notre budget pour l'aide depuis 1997. Nous souhaitons continuer à augmenter l'aide à ce rythme, ce qui voudrait dire que le Royaume Uni atteindrait la cible des 0,7% des Nations Unies en 2013. Comme conséquence de cela, nous serons aptes à augmenter l'aide pour l'Afrique directement à $1 milliard l'an prochain. Cela nous permettra de dégager un million de personnes en Afrique définitivement hors de la pauvreté du revenu chaque année.'

Tony Blair, Premier Ministre du Royaume uni, Octobre 2004

'Le Royaume uni continuera également à inciter un plus grand allègement de la dette, pour aider les états africains à se débarrasser des lourdes entraves des dépenses engagées et réinvestir les ressources dans le futur — dans la santé et l'éducation. L'initiative destinée aux pays pauvres lourdement endettés a, jusqu'à présent, distribué plus de $70 milliards en allègement de la dette dans 27 pays, 23 d'entre eux étant en Afrique, dans le processus de réduire leurs dettes d'environ deux tiers en moyenne. Les leaders du G8 ont récemment convenu de prolonger l'initiative PPTE de deux ans, afin de permettre potentiellement à 10 autres pays éligibles PPTE de bénéficier de la manne atteignant jusqu'à $30 milliards. Nous continuerons à pousser le G8 dans ce sens. Le royaume uni a déclaré qu'il soulagera les pays qui portent toujours le fardeau de la dette à la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement, en payant unilatéralement notre part du coût de service de cette dette, disons 10%. Une fois encore, nous inciterons les autres à en faire de même, juste comme nous pousserons pour l'annulation des dettes envers le Fonds Monétaire International par la réévaluation de l'or du FMI.'

Hilary Benn, Secrétaire d'État du Royaume uni pour le Développement International, Juin 2004

'Le revenu de l'état plus bas que celui attendu pour 2003/04 a propulsé le déficit budgétaire de la Namibie à un plafond de 7,5%. Cela signifie que la dette du pays est croissante, obligeant l'état à emprunter plus pour équilibrer le budget. À la fin de Mars 2004, la dette de la Namibie s'élevait à N$ 10,2 milliards, en d'autres mots 30,9% du PNB.'

The Namibian, 2 Décembre 2004

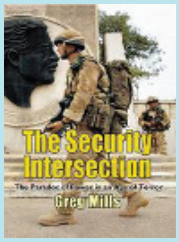
'Le gouvernement devrait se concentrer sur l'augmentation de la productivité et les rendements de l'agriculture, ainsi que d'autres activité sur lesquelles dépendent un grand nombre de pauvres, non pas simplement sur les secteurs dynamiques émergeant, comme la technologie de l'information qui emploie relativement peu de personnes.'

Francis Williams, Financial Times (UK), 8 Décembre 2004

'Dans l'esprit de nombreux américains, la faim est synonyme de famine. Mais beaucoup de gens affamés vivent là où il y a assez de nourriture ; ils ne peuvent simplement pas s'en procurer ou sont incapables d'en avoir à cause de l'instabilité politique.'

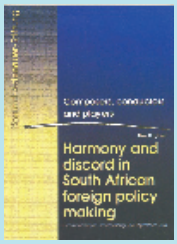
Nations Unies
Elizabeth Weise, USA TODAY

Vient de paraître chez SAIIA



The Security Intersection:
The Paradox of Power in an Age of Terror
By Greg Mills

Back to the Blackboard:
Looking Beyond Universal Primary Education in Africa
Edited by Peroshni Govender & Steven Gruzd



Composers, Conductors and Players: Harmony and Discord in South African Foreign Policy Making
By Tim Hughes

SAIIA Trade Policy Report No. 5
Understanding Indian Trade Policy:
Implications for the Indo-SACU Agreement
By Phil Alves

Pour se procurer l'un de ces ouvrages, veuillez contacter Elizabeth Stanley à stanleye@saiia.wits.ac.za